

Séance du Conseil communal du 26 septembre 2017 : procès-verbal de la séance

Présents : MM. Galant J., Bourgmestre,
Présidente,
Caulier G., Horny D., Desmet-Culquin B.,
D'Haese-Leuridan M., **Echevins,**
Dubois G., Mauroy-Moulin-Stalpaert P.,
Hallot J.P., Breuse E., Senecaut M.,
Decamps P., Chanoine V., Delhay J., Decoster C.,
Egels E., Petit N., **Conseillers,**
Gillard S., **Directeur général.**
Excusés : Pottiez P., Vanderkel A., Robette-
Delputte F., Demoustiez A., Dessilly V.,
Conseillers

Avant d'entamer la séance, la Présidente propose à l'assemblée de retirer le point 5 de l'ordre du jour, relatif au Budget 2018 de la Fabrique d'Eglise Saint-Eloi de Jurbise. Aucun membre de l'assemblée ne s'oppose à cette proposition.

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 4 juillet 2017 – partie publique –
approbation.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,
Approuve à l'unanimité, le procès-verbal de la séance du 4 juillet 2017, partie publique

2. **Finances** – Situation de caisse en date du 8 septembre 2017 – **information**

Le Président du CPAS, en charge des finances, présente la situation de caisse.

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,
Prend connaissance de l'information.

3. **Finances** - Approbation du Compte Communal – Exercice 2016 par la Tutelle
spéciale d'approbation – **information**

Le Président du CPAS, en charge des finances, informe l'assemblée sur cette approbation de la tutelle régionale, et confirme à Monsieur Delhay, en réponse à sa question, que la remarque de la tutelle quant à la non réception d'une délibération est sans fondement, vu que tous les documents exigés avaient bien été transmis.

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,
Prend connaissance de l'information.

4. Finances - Approbation de la Modification budgétaire n°1 – Exercice 2017 par la Tutelle spéciale d'approbation – **information**

Le Président du CPAS, en charge des finances, informe l'assemblée sur cette autre approbation de la tutelle régionale, et confirme à Monsieur Delhaye, en réponse à sa question, qu'une réunion a bien été convenue dans les prochains jours avec les autorités de tutelle afin de faire le point, avec elles, sur les remarques récurrentes formulées sur les décisions communales par lesquelles il est recouru au crédit spécial de recettes.

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,
Prend connaissance de l'information.

5. Finances – Budget 2018 de la Fabrique d'Eglise Saint-Jean de Masnuy-Saint-Jean-
approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes notamment les articles 1 et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, plus précisément le titre VI du livre premier de la troisième partie du Code, titre IV débutant avec l'article L3161 ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 relative à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du 18/08/2017 par laquelle le conseil de la fabrique d'église Saint-Jean de Masnuy-Saint-Jean a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2018 ;

Attendu que le budget de la fabrique d'église pour l'exercice 2018, réceptionné en date du 23/08/2017 à l'Administration Communale de Jurbise, se présente comme suit :

Recettes totales :	4.324,11€
Dépenses totales :	3.534,60€
Solde :	789,51€

Considérant qu'aucune intervention communale n'a été inscrite à l'ordinaire du budget de la fabrique d'église ;

Considérant qu'une intervention communale d'un montant de 2.000,00€ a été inscrite à l'extraordinaire du budget de la fabrique d'église ;

Considérant la décision de l'Evêché de Tournai du 21/08/2017 approuvant le budget sans remarque ;

Considérant que la vérification dudit budget n'implique aucune remarque de la part de l'Administration ;

LE CONSEIL COMMUNAL décide, à 14 voix « pour » et 2 « abstentions » :

Le budget 2018 de la Fabrique d'Eglise est approuvé. La récapitulation du budget 2017 est arrêtée comme suit :

	Compte 2016	Budget 2018
Total recettes	12.556,33	4.324,11
Total dépenses	6.559,39	3.534,60
Résultat	5.996,94	789,51

6. Finances – Budget 2018 de la Fabrique d'Eglise Saint-Martin d'Erbisoeul - approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes notamment les articles 1 et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, plus précisément le titre VI du livre premier de la troisième partie du Code, titre IV débutant avec l'article L3161 ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 relative à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du 26/07/2017 par laquelle le conseil de la fabrique d'église Saint-Martin d'Erbisoeul a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2018 ;

Attendu que le budget de la fabrique d'église pour l'exercice 2018, réceptionné en date du 31/07/2017 à l'Administration Communale de Jurbise, se présente comme suit :

Recettes totales : 23.523,10€
Dépenses totales : 23.523,10€
Solde : 0,00 €

Considérant qu'une intervention communale d'un montant de 12.865,51€ a été inscrite à l'ordinaire du budget de la fabrique d'église ;

Considérant la décision de l'Evêché de Tournai du 04/08/2017 approuvant le budget sans remarque ;

Considérant que la vérification dudit budget n'implique aucune remarque de la part de l'Administration ;

LE CONSEIL COMMUNAL décide, à 14 voix « pour » et 2 « abstentions » :

Le budget 2018 de la Fabrique d'Eglise Saint-Martin d'Erbisoeul est approuvé.

La récapitulation du budget 2018 est arrêtée comme suit :

	Compte 2016	Budget 2018
s		
Total recettes	38.982,20	23.523,10
Total dépenses	20.739,93	23.523,10
Résultat	18.242,27	0,00

7. **Finances** – Budget 2018 de la Fabrique d'Eglise Saint-Martin d'Herchies - **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes notamment les articles 1 et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, plus précisément le titre VI du livre premier de la troisième partie du Code, titre IV débutant avec l'article L3161 ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 relative à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du 17/07/2017 par laquelle le conseil de la fabrique d'église Saint-Martin de Herchies a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2018 ;

Attendu que le budget de la fabrique d'église pour l'exercice 2018, réceptionné en date du 02/08/2017 à l'Administration Communale de Jurbise, se présente comme suit :

Recettes totales : 41.846,10€
Dépenses totales : 41.846,10€
Solde : 0,00 €

Considérant qu'une intervention communale d'un montant de 34.367,20€ a été inscrite à l'ordinaire du budget de la fabrique d'église ;

Considérant la décision de l'Evêché de Tournai du 04/08/2017 approuvant le budget sans remarque ;

Considérant que la vérification dudit budget n'implique aucune remarque de la part de l'Administration ;

LE CONSEIL COMMUNAL décide, à 14 voix « pour » et 2 « abstentions » :

Le budget 2018 de la Fabrique d'Eglise est approuvé.

La récapitulation du budget 2018 est arrêtée comme suit :

	Compte 2016	Budget 2018
Total recettes	41.486,13	41.846,10
Total dépenses	34.143,47	41.846,10
Résultat	7.342,66	0,00

**8. Finances – Budget 2018 de la Fabrique d'Eglise Saint-Pierre de Masnuy-Saint-Pierre –
approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes notamment les articles 1 et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, plus précisément le titre VI du livre premier de la troisième partie du Code, titre IV débutant avec l'article L3161 ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 relative à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du 06 juillet 2017 par laquelle le conseil de la fabrique d'église Saint-Pierre de Masnuy-Saint-Pierre a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2018 ;

Attendu que le budget de la fabrique d'église pour l'exercice 2018, réceptionné en date du 02/08/2017 à l'Administration Communale de Jurbise, se présente comme suit :

Recettes totales : 14.006,00€
Dépenses totales : 14.006,00€
Solde : 0,00 €

Considérant qu'une intervention communale d'un montant de 9.379,99€ a été inscrite à l'ordinaire du budget de la fabrique d'église ;

Considérant la décision de l'Evêché de Tournai du 13/07/2017 approuvant le budget sans remarque ;

Considérant que la vérification dudit budget n'implique aucune remarque de la part de l'Administration ;

LE CONSEIL COMMUNAL décide, à 14 voix « pour » et 2 « abstentions » :

Le budget 2018 de la Fabrique d'Eglise est approuvé.

La récapitulation du budget 2018 est arrêtée comme suit :

	Compte 2016	Budget 2018
Total recettes	16.469,97	14.006,00
Total dépenses	11.885,99	14.006,00
Résultat	4.583,98	0,00

**9. Finances – Budget 2018 de la Fabrique d'Eglise Notre Dame du Perpétuel Secours de
Masnuy-Saint-Jean – approbation**

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes notamment les articles 1 et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, plus précisément le titre VI du livre premier de la troisième partie du Code, titre IV débutant avec l'article L3161 ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 relative à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du 28/08/2017 par laquelle le conseil de la fabrique d'église Notre Dame du Perpétuel Secours de Masnuy-Saint-Jean a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2018 ;

Attendu que le budget de la fabrique d'église pour l'exercice 2018, réceptionné en date du 29/08/2016 à l'Administration Communale de Jurbise, se présente comme suit :

Recettes totales : 29.645,56€
Dépenses totales : 29.645,56€
Solde : 0,00 €

Considérant qu'une intervention communale d'un montant de 1.523,94€ a été inscrite à l'ordinaire du budget de la fabrique d'église ;

Considérant qu'une intervention communale d'un montant de 10.802,64€ a été inscrite à l'extraordinaire du budget de la fabrique d'église ;

Considérant la décision de l'Evêché de Tournai du 31/08/2017 approuvant le budget sans remarque ;

Considérant que la vérification dudit budget n'implique aucune remarque de la part de l'Administration ;

LE CONSEIL COMMUNAL décide, à 14 voix « pour » et 2 « abstentions » :

Le budget 2018 de la Fabrique d'Eglise est approuvé.

La récapitulation du budget 2018 est arrêtée comme suit :

	Compte 2016	Budget 2018
Total recettes	29.173,67	29.645,56
Total dépenses	12.023,43	29.645,56
Résultat	17.150,24	0,00

10. Finances – Budget 2018 de la Fabrique d'Eglise Notre Dame de Vacresse à Herchies - approbation

Monsieur Delhaye et Madame Senecaut demandent à savoir si cette Eglise a finalement fait l'objet d'une désacralisation, ce à quoi la Présidente et le Président du CPAS leur répondent par la négative, tout en précisant que plus aucun culte n'y est désormais organisé.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes notamment les articles 1 et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, plus précisément le titre VI du livre premier de la troisième partie du Code, titre IV débutant avec l'article L3161 ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 relative à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du 23/08/2017 par laquelle le conseil de la fabrique d'église Notre-Dame de Vacresse a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2018 ;

-

Attendu que le budget de la fabrique d'église pour l'exercice 2018, réceptionné en date du 31/08/2017 à l'Administration Communale de Jurbise, se présente comme suit :

Recettes totales :	10.726,00€
Dépenses totales :	10.726,00€
Solde :	0,00 €

Considérant qu'une intervention communale d'un montant de 10.586 € a été inscrite à l'ordinaire du budget de la fabrique d'église ;

Considérant la décision de l'Evêché de Tournai du 04/09/2017 approuvant le budget sans remarque ;

Considérant toutefois que la comptabilité des Communes et des Fabriques impose que les dépenses affectant durablement le patrimoine communal doivent être considérées comme dépenses extraordinaires et doivent, dès lors, être prélevées sur des fonds extraordinaires ;

Considérant que, tenant compte de cette remarque, la vérification du présent budget de l'exercice 2018 de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame de Vacresse implique de l'amender comme suit :

- a) article 17 des recettes ordinaires : diminution de 5.000,00 euros pour porter la somme à 5.586,00 euros
- b) article 27 des dépenses ordinaires : diminution de 5.000,00 euros pour porter la somme à 0,00 euros
- c) article 25 des recettes extraordinaires : inscription d'un montant de 5.000,00 euros.
- d) article 56 des dépenses extraordinaires : inscription d'un montant de 5.000,00 euros

LE CONSEIL COMMUNAL décide, à 14 voix « pour » et 2 « abstentions » :

Le budget 2018 de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame de Vacresse est amendé, et approuvé en tenant compte des modifications suivantes :

- a) article 17 des recettes ordinaires : diminution de 5.000,00 euros pour porter la somme à 5.586,00 euros

- b) article 27 des dépenses ordinaires : diminution de 5.000,00 euros pour porter la somme à 0,00 euros
- c) article 25 des recettes extraordinaires : inscription d'un montant de 5.000,00 euros.
- d) article 56 des dépenses extraordinaires : inscription d'un montant de 5.000,00 euros

La récapitulation du budget 2018 est arrêtée comme suit :

	Compte 2016	Budget 2018
Total recettes	7.461,69	10.726,00
Total dépenses	2.169,14	10.726,00
Résultat	5.292,55	0,00

11. Finances – Modification budgétaire n°1 du Budget de l'exercice 2017 de l'Eglise Protestante de Baudour-Herchies – **approbation**

Madame Senecaut demande confirmation de l'information selon laquelle cette Modification budgétaire n'aurait pas été approuvée par la Ville de Saint-Ghislain, et souhaite savoir quelles seraient les conséquences si la Commune de Jurbise l'approuvait de son côté.

Le Président du CPAS, en charge des finances, lui confirme cette information tout en précisant qu'en cas d'approbation par la Commune de Jurbise, les engagements espérés par l'Eglise protestante ne pourraient toutefois pas être concrétisés.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes notamment les articles 1 et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, plus précisément le titre VI du livre premier de la troisième partie du Code, titre IV débutant avec l'article L3161 ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 relative à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du 10/04/2017 par laquelle le conseil de l'Eglise Protestante de Baudour a décidé d'arrêter la modification budgétaire n°1 de l'exercice 2017 ;

Attendu que la modification budgétaire n°1 de l'Eglise Protestante de l'exercice 2017, réceptionné en date du 18/04/2017 à l'Administration Communale de Jurbise, se présente comme suit :

Recettes totales : 50.496,93 €

Dépenses totales : 50.496,93 €

Considérant qu'un supplément communal pour les frais ordinaires du culte d'un montant de 3.025,00 € est sollicité ;

Considérant que le Conseil Communal de la ville de Saint-Ghislain a décidé, en sa séance du 19 juin dernier, de ne pas approuver ladite modification budgétaire ;

LE CONSEIL COMMUNAL décide, à 13 voix « pour » et 3 « abstentions » :

La modification budgétaire n°1 de l'exercice 2017 de l'Eglise Protestante de Baudour est approuvée.

12. Finances – Compte des services ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2016 du CPAS de Jurbise – approbation

Monsieur Delhaye répercute les informations de la représentation du Groupe PS au sein du Conseil de l'Action sociale, selon laquelle le boni aux exercices antérieurs du CPAS seraient en baisse. Le Président du CPAS lui confirme, tout en la nuanciant, cette information, cette baisse étant l'une des conséquences de décisions fédérales prises à l'égard de certains bénéficiaires d'allocations de chômage et de nouvelles charges pesant sur les CPAS.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des CPAS et plus particulièrement son article 89 ;

Vu la circulaire du 28 février 2014 relative à la Tutelle sur les actes des centres publics d'action sociale et des associations visées au Chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des CPAS ;

Considérant que certains actes du CPAS sont soumis à la tutelle spéciale d'approbation exercée désormais par le Conseil communal avec possibilité de recours auprès du Gouverneur de province ;

Vu la délibération du Conseil de l'Action Sociale du 28 juin 2017 relative à l'arrêt et la certification du compte de l'exercice 2016 ;

Considérant la réception du compte 2016 du CPAS et des 16 pièces annexes obligatoires en date du 06/07/2017 ;

Considérant que l'autorité de tutelle dispose, pour statuer sur le dossier, outre la possibilité de prorogation, d'un délai de 40 jours à dater de la réception de l'acte et des pièces justificatives ;

Considérant le rapport présenté par Monsieur le Directeur Financier ;

Considérant que la délibération susmentionnée du CPAS est conforme à la loi et à l'intérêt général ;

LE CONSEIL COMMUNAL décide, à 12 voix « pour » et 4 « abstentions » :

Art. 1:

La délibération du Conseil de l'Action Sociale du 28 juin 2017 relative à l'arrêt et la certification du compte de l'exercice 2016, est approuvée.

<i>Bilan</i>	ACTIF	PASSIF
2016	3.081.890,74€	3.081.890,74€

Compte de résultats	CHARGES (C)	PRODUITS (P)	RESULTAT (P-C)
Résultat courant	5.321.465,75	5.138.593,68	-182.872,07
Résultat d'exploitation (1)	5.474.840,18	5.320.324,67	-154.515,51
Résultat exceptionnel (2)	50.044,83	110.351,63	60.306,80
Résultat de l'exercice (1+2)	5.524.885,01	5.430.676,30	-94.208,71

	Ordinaire	Extraordinaire
Droits constatés (1)	5.317.077,03€	268.357,40€
Non Valeurs (2)	5.543,03€	0,00€
Engagements (3)	5.324.937,86€	219.800,13€
Imputations (4)	5.324.937,86€	181.001,73€
Résultat budgétaire (1 – 2 – 3)	- 13.403,86€	48.557,27€
Résultat comptable (1 – 2 – 4)	- 13.403,86€	87.355,67€

Art. 2: La présente décision sera notifiée à Messieurs le Président du CPAS et le Directeur Général du CPAS.

Art. 3: Conformément aux dispositions en vigueur, un recours peut être introduit auprès du Gouverneur de Province.

13. Finances – Modification budgétaire n°1 des services ordinaire et extraordinaire du Budget de l'exercice 2017 du CPAS de Jurbise – **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le projet de modification budgétaire n°1 du service ordinaire et extraordinaire du CPAS pour l'exercice 2017 ;

Vu le rapport favorable, en date du 15 mai 2017, de la Commission visée à l'article 12 du Règlement général de la Comptabilité communale ;

Vu la délibération du Conseil de l'Action Sociale datée du 28/06/2017 relative à la modification budgétaire n°1 de l'exercice 2017 pour le service ordinaire et extraordinaire ;

Entendu le rapport de Monsieur le Président ;

LE CONSEIL COMMUNAL décide, à 12 voix « pour » et 4 « abstentions » :

D'approuver la modification budgétaire n°1 du service ordinaire et extraordinaire du CPAS pour l'exercice 2017 qui porte le budget 2017 du CPAS aux nouveaux résultats suivants :

SERVICE ORDINAIRE

	RECETTES	DEPENSES
Budget initial	5.901.745,00 €	5.901.745,00 €
Augmentation	32.596,63 €	95.357,25 €
Diminution	0 €	-62.760,62 €
Nouveaux résultats	5.934.341,63 €	5.934.341,63 €

SERVICE EXTRAORDINAIRE

	RECETTES	DEPENSES
Budget initial	633.891,33€	602.000,00 €
Augmentation	66.213,55 €	91.302,92 €
Diminution	-200.000,00 €	-200.000,00 €
Nouveaux résultats	500.104,88€	493.302,92 €

14. Secrétariat – Candidature pour l'adhésion de la Commune de Jurbise au Réseau Cittaslow – approbation

Monsieur Delhaye demande quelle serait l'implication financière d'une éventuelle adhésion communale au Réseau Cittaslow. La Présidente lui répond.

Monsieur Delhaye demande également si des collaborations avec les autres communes membres de Cittaslow, et géographiquement proches de Jurbise, telles qu'Enghien, Silly et Lens, seront envisagées en cas d'acceptation de la candidature communale.

Tout en précisant qu'il est encore trop tôt pour anticiper à ce propos, la Présidente répond que de telles collaborations pourraient effectivement être envisagées.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Considérant qu'en sa séance du 26 juin 2017, le Collège communal a émis le souhait d'adhérer au Réseau Cittaslow, réseau réunissant diverses villes et communes d'Europe autour du projet de valorisation des démarches, politiques, philosophies et projets améliorant la qualité de vie des citoyens ;

Considérant que le Réseau Cittaslow, fondé en Italie le 15 octobre 1999, dispose d'une Charte internationale, d'un logo et d'organes qui lui sont propres, et auxquels toute ville ou commune adhérente a l'obligation de se référer dans le cadre des activités organisées sous son égide ;

Considérant que le dossier de candidature jurbisien, sur lequel le Comité international du Réseau Cittaslow sera invité à s'exprimer, devra être établi au regard des engagements communaux dans sept volets définis, à savoir :

- Politiques énergétique et environnementale
- Politiques en matière d'infrastructures
- Politiques pour la qualité urbaine
- Politiques agricoles, touristiques, artisanales
- Politiques pour l'hospitalité, la sensibilisation et la formation
- Cohésion sociale
- Partenariats

Considérant qu'en cas d'accord sur le dossier de candidature communal, une cotisation annuelle, évaluée en fonction de la population jurbisienne et actuellement fixée à 1.500 €, devra être honorée par la Commune ;

Considérant que le Conseil communal est invité à marquer son accord sur l'introduction d'un dossier de candidature jurbisien auprès du Réseau Cittaslow, dans l'objectif que la Commune de Jurbise devienne la septième commune belge à adhérer au Réseau ;

LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :

Article 1^{er} - De faire part officiellement de sa volonté d'adhérer au Réseau Cittaslow, dans le respect des démarches et procédures fixées par les organes représentatifs du Réseau, et de la Charte arrêtée par ces derniers.

Article 2 - D'approuver la proposition consistant à introduire un dossier de candidature communal auprès du Réseau Cittaslow, dans le respect de ces mêmes Charte, démarches et procédures.

15. Personnel – Organisation d'un examen de recrutement statutaire d'un employé d'administration D6 pour le Service Urbanisme de l'Administration communale de Jurbise – organisation et modalités de la procédure d'examen – **approbation**

Monsieur Delhaye demande à savoir pourquoi cette procédure serait basée sur un appel restreint. La Présidente lui répond que ce mode de communication est habituellement suivi dans ce type de procédure. Madame Senecaut demande à savoir si cet examen s'inscrit dans le prolongement des assessments organisés dernièrement. La Présidente lui répond par la négative, tout en confirmant que ces assessments ont déjà abouti à un recrutement au sein de l'Administration.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-30 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 janvier 1997 adaptant le cadre du personnel communal, ainsi que ses modifications ultérieures ;

Vu le statut administratif applicable au personnel communal non enseignant de la Commune de Jurbise, adopté par le Conseil communal en sa séance du 24 juin 1998, et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il est proposé de recruter un employé d'administration D6 au bénéfice du Service Urbanisme de l'Administration communale de Jurbise ;

Considérant que l'agent qui sera recruté sera essentiellement affecté à des missions relatives au suivi et à la gestion des demandes de permis d'urbanisme, à l'organisation de toutes les démarches nécessaires dans le cadre de ces procédures, à la consultation des divers avis autorisés et imposés par la réglementation, ou encore à l'organisation des séances d'information ou de consultation en faveur de la population ;

Attendu que le programme de l'examen, les modalités d'organisation et le mode de constitution du jury, relatifs au recrutement d'un employé d'administration D6, sont fixés au statut administratif du personnel communal non enseignant de la Commune de Jurbise ;

Attendu qu'il est proposé de procéder à l'organisation d'un examen de recrutement par appel restreint ;

Attendu que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 18 juillet 2017, obtenu en date du 2 août 2017 et qu'il s'avère favorable ;

Attendu que les voies et moyens nécessaires ont été prévus au Budget communal de l'exercice 2017, service ordinaire, aux articles 104/11101, 104/11301 et 104/11321 ;

LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver l'organisation d'un examen de recrutement statutaire d'un employé d'administration D6, afin de renforcer le Service Urbanisme de l'Administration communale, et ce par la voie d'un examen de recrutement par appel restreint.

Article 2. - De charger le Collège communal de l'organisation de cet examen, conformément aux dispositions du statut administratif.

Article 3. - De transmettre, pour information, un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour information.

16. Marchés publics – Convention d’adhésion à la Centrale de marchés du Département des Technologies de l’Information et de la Communication du Service Public de Wallonie – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 16 février 2017 modifiant la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le projet de Convention d’adhésion à la Centrale de marchés du Département des Technologies de l’Information et de la Communication du Service Public de Wallonie, projet de Convention à établir entre la Région Wallonne et la Commune de Jurbise ;

Considérant que l’adhésion à cette Convention permettrait à la Commune de Jurbise de profiter des conditions obtenues par la Région Wallonne dans le cadre de marchés relatifs aux technologies de l’information et de la communication, tout en lui garantissant un gain de temps et de démarches évident ;

Considérant que le Directeur financier a été informé de cette proposition d’adhésion ;

LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l’unanimité :

Article 1^{er}. - D’approuver la proposition d’adhésion à la Centrale de marchés du Département des Technologies de l’Information et de la Communication du Service Public de Wallonie.

Article 2. - D’annexer un exemplaire de la présente délibération à la convention d’adhésion à la Centrale de marchés du Département des Technologies de l’Information et de la Communication du Service Public de Wallonie.

Article 3. - De transmettre un exemplaire de la présente délibération au SPW pour suites voulues, ainsi qu’à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

17. Marchés publics – Marché public de services postaux : proposition de rattachement de la Commune de Jurbise à la procédure de marché organisée par la Centrale de marchés de la Province du Hainaut – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 16 février 2017 modifiant la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la délibération du 26 mars 2013 du Conseil communal, décidant de poursuivre le partenariat établi entre la Commune de Jurbise et la Province du Hainaut, partenariat qui se traduit par le rattachement de la Commune à la Centrale de marchés de la Province ;

Considérant que ce partenariat permet à la Commune de profiter de conditions tarifaires et matérielles potentiellement avantageuses, tout en lui garantissant un gain de temps et de démarches évident ;

Vu le CSCh n° 2016/005 portant sur la procédure de marché public relative aux services postaux, établi par la Centrale de marchés de la Province du Hainaut et approuvé par le Collège provincial le 10 mars 2016 ;

Vu la délibération du Collège provincial, portant la date du 13 juin 2016, et approuvant l'offre unique reçue de BPOST, sis Centre Monnaie à 1000 Bruxelles ;

Considérant qu'il est proposé de se rattacher à la procédure de marché public organisée par la Province du Hainaut, les conditions tarifaires et pratiques proposées par BPOST s'avérant tantôt identiques, tantôt plus avantageuses que celles actuellement proposées à la Commune ;

Considérant que la procédure conclue entre la Centrale de marchés provinciale et l'adjudicataire BPOST l'est pour une période s'étalant de l'année 2016 à l'année 2020 ;

Considérant que conformément aux dispositions du CSCh, il serait proposé de conclure ce marché entre la Commune de Jurbise et le prestataire BPOST pour une durée d'un an à partir de la notification de la présente délibération à BPOST, ce marché étant susceptible d'être reconduit à trois reprises pour une durée maximale de 4 années ;

Considérant que chaque partie pourra dénoncer le marché en faisant part de sa décision à l'autre partie au moins 3 mois avant l'échéance du marché ;

Considérant que les frais annuels relatifs aux services postaux pour la Commune de Jurbise peuvent être estimés entre 35.000 et 40.000 € TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au service ordinaire du Budget communal, exercice 2017, articles 104/421/520/569/620/722/762/764/83202/83402/84010/922/12307, et sera inscrit aux exercices ultérieurs ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été demandé en date du 20 juillet 2017, obtenu en date du 2 août 2017, et qu'il s'avère favorable ;

LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :

Article 1^{er}. - D'approuver la proposition de se rattacher à la procédure de marché public relative aux services postaux, organisée par la Province du Hainaut, et ayant abouti à la désignation du prestataire BPOST, sis Centre Monnaie à 1000 Bruxelles.

Article 2. - Conformément aux dispositions du CSCh établi par la Province, le marché entre la Commune de Jurbise et BPOST sera effectif pour une durée d'un an à partir de la notification de la présente délibération à BPOST, et pourra être reconduit à trois reprises pour une durée maximale de 4 années. Chaque partie pourra dénoncer le marché en faisant part de sa décision à l'autre partie au moins 3 mois avant l'échéance du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au service ordinaire du Budget communal, exercice 2017, articles 104/421/520/569/620/722/762/764/83202/83402/84010/922/12307, ainsi qu'aux exercices ultérieurs.

Article 4. - De transmettre un exemplaire de la présente délibération au prestataire BPOST, pour suites voulues, ainsi qu'à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

18. Culture – Demande de mise à disposition gracieuse de la salle « La Vacressoise » le 15/12/2017 pour l'ASBL « La Farandole » - approbation

Tout en précisant l'intention du Groupe PS d'approuver les différentes propositions de mise à disposition des salles culturelles évoquées dans l'ordre du jour, Monsieur Delbaye propose à la majorité de réfléchir à une adaptation du Règlement de location et de mise à disposition des salles culturelles communales, afin d'y prévoir la gratuité au bénéfice des clubs et associations de l'entité. La Présidente, pour la majorité, émet un accord de principe sur cette proposition, qui devra toutefois faire l'objet d'une réflexion plus approfondie.

Madame Senecaut demande si les bilans et comptes sont toujours bien demandés aux clubs et associations bénéficiant de subventions communales. La Présidente et le Directeur général lui répondent par la négative en ce qui concerne la majorité des bénéficiaires, le règlement ayant fait l'objet d'une adaptation voici quelques années. A la demande de Madame Senecaut, le Directeur général lui transmettra copie de la délibération prise à ce propos.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 3 novembre 2009, et ses modifications ultérieures;

Attendu que, suite au courrier du 3 juillet 2017 de l'ASBL « La Farandole » de Mons, représentée par son Président, il est proposé de mettre la salle « La Vacressoise » à disposition le vendredi 15 décembre 2017 de 12h à 18h, afin de permettre de mener à bien l'organisation d'un repas de Noël pour les bénéficiaires, le personnel et les familles de l'A.S.B.L. La Farandole dont le siège se trouve à la Rampe Sainte Waudru à Mons ;

Considérant qu'il est proposé de mettre cette salle, qui est libre à la date demandée, à disposition du demandeur sur base d'une gratuité totale ;

Considérant que cette gratuité se justifie par le caractère philanthropique de cette A.S.B.L. qui accueille de jour des adultes handicapés ;

Sur proposition du Collège Communal, en sa séance du 10/07/2017 ;

LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :

Article 1^{er} : De mettre à disposition de l'A.S.B.L. La Farandole la salle dénommée « La Vacressoise » le 15 décembre 2017, et ce sur base d'une gratuité totale. Cette mise à disposition est destinée à permettre au demandeur de mener à bien l'organisation d'un repas de Noël pour les bénéficiaires, le personnel et les familles (soit 150 personnes) d'une A.S.B.L. à caractère philanthropique.

Article 2 : Cette gratuité totale se justifie par le caractère philanthropique de cette A.S.B.L.

Article 3 : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

19. Culture – Demande de mise à disposition gracieuse de la salle « La Vacressoise » le 25/11/2017 pour l'ASBL « Dannyji Cycling Team » - **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 3 novembre 2009, et ses modifications ultérieures;

Attendu que, suite au courrier du 16 juillet 2017 de l'ASBL « DANNYJI CYCLING TEAM » de Jurbise, il est proposé de mettre la salle « La Vacressoise » à disposition le 25 novembre 2017, afin de permettre de mener à bien l'organisation d'un repas de fin de saison cycliste avec remise des maillots ;

Considérant qu'il est proposé de mettre cette salle, qui est libre à la date demandée, à disposition du demandeur sur base d'une gratuité totale ;

Considérant que cette gratuité se justifie par le caractère sportif de la manifestation, à savoir le cyclisme, pratique sportive que seule cette A.S.B.L. développe et encadre au sein de l'entité de Jurbise;

Sur proposition du Collège Communal, en sa séance du 07/08/2017 ;

LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :

Article 1^{er} : De mettre à disposition de l'A.S.B.L. « DANNYJI CYCLING TEAM » de Jurbise, la salle « La Vacressoise » le 25 novembre 2017, afin de permettre de mener à bien l'organisation d'un repas de fin de saison cycliste avec remise des maillots, et ce, sur base d'une gratuité totale.

Article 2 : Cette gratuité totale se justifie par le caractère sportif de cette A.S.B.L. qui est la seule à développer et encadrer le cyclisme dans l'entité de Jurbise.

Article 3 : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

20. Culture – Demande de mise à disposition gracieuse de la salle « La Vacressoise » pour les répétitions de la troupe « El Binte A Biritt D'ercies » à raison de quatre dates en août et septembre - **ratification**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 3 septembre 2009, et ses modifications ultérieures;

Attendu que, suite aux courriers des 03 juillet et 07 août 2017 de la troupe « El Binte a Biritt », il a été proposé de mettre la salle dénommée « La Vacressoise » à disposition de la troupe, afin de lui permettre de mener à bien l'organisation de ses répétitions en vue de la présentation d'un spectacle donné les 27,28 et 29/10/2017 ;

Considérant qu'il a été proposé de mettre cette salle à disposition du demandeur, sur base d'une gratuité totale du prix de location, à l'occasion des dates de répétition les 28/08, 04/09, 11/09 et 18/09 ;

Considérant que cette gratuité se justifiait par l'intérêt communal de la manifestation concernée, cette troupe étant la seule à proposer des activités théâtrales sur l'entité de Jurbise depuis de nombreuses années, assurant ainsi le maintien et la sauvegarde du patois local ;

Sur proposition du Collège Communal, en sa séance du 22 août 2017 ;

LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité (*Monsieur Breuse et Madame D'Haese-Leuridan ne prennent pas part au vote*) :

Article 1^{er} : De ratifier la décision du Collège communal prise en séance le 22 août 2017, qui avait pour but de mettre gracieusement à disposition de la troupe « El Binte A Biritt » la salle dénommée « La Vacressoise », afin de lui permettre de mener à bien l'organisation des répétitions organisées lors des dates suivantes 28/08, 04/09, 11/09, 18/09, en vue de la présentation d'un spectacle donné les 27,28 et 29/10/2017.

Article 2 : Cette gratuité se justifiait par l'intérêt communal de la manifestation organisée.

Article 3 : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

-
- 21. Culture** – Demande de mise à disposition gracieuse de la salle « La Vacressoise » pour les répétitions de la troupe « El Binte A Biritt D'ercies » à raison de neuf dates en septembre et octobre - **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 3 septembre 2009, et ses modifications ultérieures;

Attendu que, suite aux courriers des 03 juillet et 07 août 2017 de la troupe « El Binte a Biritt », il est proposé de mettre la salle dénommée « La Vacressoise » à disposition de la troupe, afin de lui permettre de mener à bien l'organisation de ses répétitions en vue de la présentation d'un spectacle donné les 27,28 et 29/10/2017 ;

Considérant qu'il est proposé de mettre cette salle à disposition du demandeur, sur base d'une gratuité totale du prix de location, à l'occasion des dates de répétition les 27/09, 02/10, 04/10, 09/10, 11/10, 16/10, 18/10, 23/10, 25/10 ;

Considérant que cette gratuité se justifie par l'intérêt communal de la manifestation concernée, cette troupe étant la seule à proposer des activités théâtrales sur l'entité de Jurbise depuis de nombreuses années, assurant ainsi le maintien et la sauvegarde du patois local ;

Sur proposition du Collège Communal, en sa séance du 22 août 2017 ;

LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité (*Monsieur Breuse et Madame D'Haese-Leuridan ne prennent pas part au vote*) :

Article 1^{er} : De mettre gracieusement à disposition de la troupe « EL BINTE A BIRITT » la salle dénommée « La Vacressoise », afin de lui permettre de mener à bien l'organisation des répétitions les 27/09, 02/10, 04/10, 09/10, 11/10, 16/10, 18/10, 23/10, 25/10, en vue de la présentation d'un spectacle donné les 27,28 et 29/10/2017.

Article 2 : Cette gratuité se justifie par l'intérêt communal de la manifestation organisée.

Article 3 : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

22. Culture – Demande de mise à disposition gracieuse du Foyer culturel de Masnuy le 30/11/2017, ainsi que pour trois autres dates restant à déterminer, pour l'association « Jurbise en Transition » - **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 3 novembre 2009, et ses modifications ultérieures;

Attendu que, suite au courriel du 14 août 2017 de l'association « Jurbise en Transition », il est proposé de mettre la salle dénommée « le Foyer culturel de Masnuy-Saint-Jean » à disposition le 30 novembre 2017 ainsi que lors de trois autres dates disponibles au calendrier annuel, afin de permettre à « Jurbise en Transition » de mener à bien l'organisation d'un cycle de conférences citoyennes ;

Considérant qu'il est proposé de mettre cette salle, qui est libre à la première date demandée, à disposition du demandeur sur base d'une gratuité totale ;

Considérant que cette gratuité se justifie par l'intérêt communal de cette conférence citoyenne et de celles à suivre ;

Sur proposition du Collège Communal, en sa séance du 22/08/2017 ;

LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :

Article 1^{er} : De mettre à disposition de « Jurbise en Transition » la salle dénommée « Le Foyer culturel de Masnuy-Saint-Jean » pour la date du 30 novembre 2017 ainsi que lors de trois autres dates, à convenir avec l'Administration et selon les disponibilités du calendrier annuel, et ce sur base d'une gratuité totale. Cette mise à disposition est destinée à permettre à « Jurbise en Transition » de mener à bien l'organisation de conférences citoyennes avec pour thèmes : le réchauffement climatique, comment s'inspirer du vivant pour repenser nos sociétés,...

Article 2 : Cette gratuité totale se justifie par l'intérêt communal de ces conférences citoyennes.

Article 3 : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

23. Travaux – MP 2013-10-SG-RP relatif à la désignation d'un auteur de projet pour la création d'un parking sur terrain communal – recours à une procédure négociée sans publicité en application de l'article 26 §1, 2°, a) de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services –
approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu la procédure de marché public 2013-10-SG-RP relative à la désignation d'un auteur de projet pour la création d'un parking sur terrain communal, attribuée au prestataire Hainaut Ingénierie Technique (HIT), sis rue Saint-Antoine 1 à 7021 Havré ;

Vu que ce projet avait pour objectif la création d'un parking de 198 places dans l'enceinte du parc communal de Jurbise, sis 8 rue du Moustier et plus précisément sur la parcelle cadastrée section A, n°88 ;

Vu la délibération du 2 février 2016 du Conseil communal, approuvant la proposition d'adaptation de la mission du HIT afin d'y inclure la réalisation d'un levé topographique de l'ensemble du site du parc communal ;

Considérant que cette décision faisait suite au refus du Fonctionnaire délégué de la Région Wallonne, en date du 20 juin 2014, concernant la demande de permis d'urbanisme introduite par la Commune de Jurbise pour l'aménagement d'un parking de 198 places, et à la confirmation de cette position, par un arrêté daté du 20 avril 2015, par le Ministre Di Antonio, Ministre en charge de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal, suite au recours introduit par la Commune ;

Vu la décision du 12 octobre 2015 du Collège communal de Jurbise, désignant le bureau Atelier d'Architecte Van Oost (AAVO), sis avenue du Haureu 1 à 7700 Mouscron, comme adjudicataire de la procédure 2015-21-SG-MD relative à la désignation d'un auteur de projet chargé de l'élaboration d'un dossier de permis unique portant, d'une part, sur la création d'un parking communal aux abords de la Salle culturelle Jacques Galant, et d'autre part, sur l'adaptation des conditions d'exploitation de la même Salle culturelle ;

Considérant que l'auteur de projet pour la création d'un parking communal, à savoir le HIT, a été désigné pour appuyer le bureau AAVO dans l'élaboration d'un dossier complet de permis unique;

Considérant que, conformément à l'article 26 §1, 2°, a) de la *Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services*, « il peut être traité par procédure négociée sans respecter de règle de publicité lors du lancement de la procédure lorsque des travaux ou des services complémentaires ne figurant pas dans le projet initialement envisagé ni dans le marché initial sont devenus nécessaires, à la suite d'une circonstance imprévue, à l'exécution de l'ouvrage ou du service tel qu'il y est décrit, à condition que l'attribution soit faite à l'adjudicataire qui exécute ledit ouvrage ou les services et que le montant cumulé des marchés attribués pour les travaux ou services complémentaires n'excède pas cinquante pour cent du montant du marché principal :

- (...) lorsque ces travaux ou services, quoique séparables de l'exécution du marché initial, sont strictement nécessaires à son perfectionnement » ;

Considérant que de nouvelles prestations complémentaires sont ici envisagées, à savoir la réalisation des démarches imposées par l'article 11 du décret du 6 février 2014 sur les voiries communales, et plus précisément la réalisation d'un schéma général du réseau des voiries environnantes et la réalisation d'un plan de délimitation topographique reprenant les limites longitudinales de la voirie ;

Considérant en effet que l'élaboration du dossier de permis unique par le bureau AAVO nécessite la création officielle d'une voirie qui permettra de desservir le futur parking ;

Considérant enfin que le recours à un autre prestataire serait potentiellement source de difficultés en termes de coordination entre les différents prestataires impliqués, et techniquement peu concevable compte tenu des démarches et travaux déjà réalisés par l'auteur de projet HIT ;

Considérant que la valeur des prestations complémentaires s'élèverait à 0,25% de la valeur finale des travaux, soit 6,25 % en plus que la valeur du pourcentage d'attribution initial;

Considérant que la valeur totale des prestations complémentaires s'élèverait désormais à 31,5 % en plus que la valeur du pourcentage d'attribution initial ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 25 juillet 2017, obtenu en date du 2 août 2017, et qu'il s'avère favorable conditionnel ;

Considérant que les montants nécessaires ont été prévus au service extraordinaire du budget communal, exercice 2015, article 762/73360.2016 (n° projet 20150085), et seront augmentés en modification budgétaire n°2 de l'exercice 2017 ;

LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :

Article 1^{er}. - D'approuver la proposition consistant à confier à Hainaut Ingénierie Technique (HIT), sis rue Saint-Antoine 1 à 7021 Havré, la réalisation des démarches imposées par l'article 11 du décret du 6 février 2014 sur les voiries communales, à savoir la réalisation d'un schéma général du réseau des voiries environnantes et la réalisation d'un plan de délimitation topographique reprenant les limites longitudinales de la voirie, dans le cadre de la confection d'un dossier de création de voirie s'inscrivant dans le dossier du permis unique initié par la Commune.

Article 2. - D'approuver l'attribution de cette procédure au Hainaut Ingénierie Technique (HIT), sis rue Saint-Antoine 1 à 7021 Havré, en application de l'article 26 §1, 2°, a) de la *Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services*.

Article 3. - D'approuver le coût des prestations complémentaires au montant de 0,25% de la valeur finale des travaux. Les montants nécessaires sont prévus au service extraordinaire du budget communal, exercice 2015, article 762/73360.2016 (n° projet 20150085), et seront augmentés en modification budgétaire n°2 de l'exercice 2017.

Article 4. - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

24. Travaux – TC UREX 7.3 relatif à la réalisation de travaux de *relighting* à l'Ecole d'Erbisoeul - avenant n° 1 – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 37 ;

Vu la décision du Collège communal du 27 juin 2016 relative à l'attribution du marché "Relighting de l'Ecole communale d'Erbisoeul" à WM ELECTRICITE, Rue Hamal 125 à 6180 Courcelles pour le montant d'offre contrôlé de 39.856,21 € hors TVA ou 42.247,58 €, TVA comprise;

Considérant que l'exécution du marché doit répondre aux conditions fixées par le cahier des charges N° TC UREX 7-3 ;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes :

Q en -	-	404,98 €
Travaux supplémentaires	+	6.927,69 €
Total HTVA	=	6.522,71 €
TVA	+	391,36 €
TOTAL	=	6.914,07 €

Considérant qu'une offre a été reçue à cette fin le 2 juin 2017 ;

Considérant l'avenant n° 1 rédigé par l'auteur de projet, IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 MONS en date du 18 juillet 2017 ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par SPW - Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie - Département de l'Energie et du Bâtiment durable, avenue Prince de Liège 7 à 5100 Jambes ;

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 16,37% le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 46.378,92 € hors TVA ou 49.161,65 €, 6% TVA comprise ;

Considérant que les travaux repris dans le présent avenant résultent de la mise à jour de l'étude d'éclairage concernant les locaux, ainsi que l'ajout de certains locaux lors de la pré-visite de chantier à la demande de la Commune de Jurbise ;

Considérant qu'il est nécessaire d'octroyer une prolongation du délai de 7 jours de calendrier pour la raison précitée et du fait que les travaux prévus dans le marché initial ont été terminés le 31 août 2017 ;

Considérant que ces travaux devront être réalisés impérativement durant une période de congés scolaires ;

Considérant que l'adjudicataire s'engage à ne pas demander de dédommagement en raison de la prolongation ;

Considérant que le crédit initial permettant cette dépense est inscrit aux exercices antérieurs du budget extraordinaire de l'exercice 2017, article 722/724-60 (n° de projet 20150021), et que le crédit complémentaire sera inscrit en modification budgétaire n° 2 de l'exercice 2017, ces deux crédits étant financés par emprunt et par subsides ;

LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver l'avenant n°1 relatif à la procédure TC UREX 7.3 relative à la réalisation de travaux de *relighting* à l'Ecole d'Erbisoeul pour le montant total en plus de 6.522,71 € hors TVA ou 6.914,07 €, 6% TVA comprise.

Article 2. - D'approuver la prolongation du délai de 7 jours de calendrier.

Article 3. - De financer cet avenant par le crédit inscrit aux exercices antérieurs du budget extraordinaire de l'exercice 2017, article 722/724-60 (n° de projet 20150021).

Article 4. - De prévoir le crédit complémentaire de la dépense en modification budgétaire n° 2 de l'exercice 2017,

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

25. Travaux – Décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers, sous, sur ou au-dessus des voiries ou des cours d'eau. Adhésion à l'ASBL Powalco – **décision**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers, sous, sur ou au-dessus des voiries ou des cours d'eau en ce qu'il prévoit la création par le Gouvernement d'un portail informatique sécurisé permettant la collecte, la validation, la structuration et la circulation des informations, la gestion de la programmation, de la coordination et des autorisations d'ouverture de chantiers, et en ce que les communes, en tant que gestionnaires de voiries et de réseaux de canalisations le cas échéant, visées par l'article 8 de ce même décret, sont tenues d'adhérer à ladite plateforme et d'en utiliser les fonctionnalités au fur et à mesure de leur développement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2015 relatif au portail informatique prévu à l'article 43 du décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers sous, sur ou au-dessus des voiries ou des cours d'eau désignant l'association sans but lucratif "PoWalCo asbl" comme gestionnaire exclusif du portail informatique sécurisé devant permettre la collecte, la validation, la structuration et la circulation des informations, la gestion de la programmation, de la coordination et des autorisations d'ouverture des chantiers ;

Vu l'article 6 des statuts de la Plateforme Wallonne de Coordination de chantiers, PoWalCo, déposé au greffe du tribunal de Commerce de Liège, division Namur, le 5.11.2015, M.B. 17.11.2015

précisant que sont membres adhérents toutes les personnes physiques ou morales qui disposent du droit d'utiliser la voirie ou le cours d'eau pour y exécuter des chantiers et qui est admise par le Conseil d'administration de l'association et est en ordre de cotisation ;

Revu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment son article L3131-1, § 4 qui précise que sont soumis à l'approbation du Gouvernement, « 3° les actes des autorités communales et provinciales ayant pour objet la création et la prise de participation à une association ou société de droit public ou de droit privé, autre qu'intercommunale ou association de projet, susceptible d'engager les finances communales ou provinciales » ;

Considérant l'imposition régionale d'utiliser le portail informatique mis en place afin de réglementer l'élaboration des chantiers sur le domaine public communal et régional ;

Considérant la possibilité de rétractation à tout moment par simple courrier postal adressé au siège de l'ASBL, et ce à tout moment, en vertu de l'article 8 des statuts de l'ASBL PoWalCo ;

Considérant l'engagement de neutralité budgétaire régional et la volonté politique d'assumer au niveau régional la cotisation des communes wallonnes pour la participation à ladite ASBL PoWalCo ;

Considérant que le Directeur financier communal a été informé de ce projet d'adhésion et des modalités en découlant ;

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :

Article 1^{er}. - De marquer son accord quant à l'adhésion à l'ASBL PoWalCo.

Article 2. - De soumettre la présente délibération à la tutelle spéciale d'approbation du Gouvernement wallon.

Article 3. - De transmettre un exemplaire de la présente délibération au Conseil d'Administration de l'ASBL PoWalCo, après approbation par l'autorité de tutelle wallonne.

26. Question(s) orale(s).

Pour le Groupe PS, Monsieur Delhaye pose la question suivante :

« Au terme de cette semaine de la mobilité, se pose la question de savoir si la sécurité des cyclistes et des piétons est une priorité pour la Commune de Jurbise. Trop souvent, les automobilistes utilisent les trottoirs comme place de parking, forçant les piétons et les cyclistes à devoir emprunter la chaussée, mettant ainsi en péril leur sécurité. De nombreux cas sont constatés tout le long du chemin du Prince ou lors d'événements publics organisés sur le territoire de l'entité. Nous souhaiterions donc que la Commune mène des actions de sensibilisation envers les automobilistes afin qu'ils prennent en compte les usagers de la route dit "faibles". Ne pas utiliser les trottoirs comme parking, ralentir fortement lorsqu'on croise un piéton ou un cycliste sur une chaussée étroite; voilà des messages qui, s'ils étaient appliqués par certains automobilistes, rendraient la vie de ces usagers beaucoup plus sûre. »

Pour la majorité, la Présidente répond en rappelant les diverses mesures d'ores et déjà prises et concrétisées par la Commune, en collaboration avec les représentants de la Zone de Police Sylle et Dendre :

- *sanctions administratives infligées à l'égard des stationnements irréguliers, notamment, tout récemment, devant l'Ecole de Masnuy, et ce après une campagne de sensibilisation menée par la Police ;*
- *contacts entrepris par la Commune à l'égard de la Zone de Police afin de sensibiliser les agents à la nécessité d'accorder une attention de tout premier ordre à cette même problématique du stationnement irrégulier ;*
- *courriers envoyés aux parents des écoles communales, ainsi qu'aux parents de l'école Maistriaux à ce propos ;*
- *démarches de sensibilisation organisées sur ces questions lors de la Journée de la Sécurité, le 3 septembre dernier ;*
- *et divers projets d'ores et déjà envisagés à travers le Budget 2018.*

La Présidente conclut en rappelant qu'il s'agit d'un travail de sensibilisation permanent entre plusieurs services et administrations, en direction de la population.

Monsieur Delhaye conclut pour sa part en rappelant l'existence de plusieurs « points noirs » sur le territoire communal, auxquels il conviendrait d'accorder une attention de premier ordre, notamment au niveau de certaines pistes cyclables et de la RN 56.

Plus aucune question n'étant posée, la Présidente déclare le huis clos.

Huis clos :

POUR LE CONSEIL,

Le Directeur Général,

La Présidente,